

# Rentrée 2021

## LE « PARACHÈVEMENT » DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE ET MINISTÉRIELLE À L'OPPOSÉ DES REVENDICATIONS EXPRIMÉES DEPUIS DES MOIS

« Parachever la réforme des lycées », « parachever la transformation de l'école inclusive », c'est le vocabulaire utilisé par le ministre dans sa circulaire de rentrée 2021.

Il s'agit pour lui, comme pour le gouvernement sur des sujets concernant l'ensemble des salariés du public et du privé, d'aller véritablement au bout de leur politique. L'arsenal répressif dont ils disposent est considérable : loi sécurité globale, loi sur le séparatisme, décrets sur le fichage des militants syndicalistes, état d'urgence permanent... Les personnels, les parents ainsi que tous les salariés, résistent.

### Retraites : le gouvernement veut aller vite dans la remise en cause du droit à la retraite et envisage de relever l'âge de départ à 64 ans dès l'automne

Le ministre de l'économie Bruno Le Maire est à l'offensive : « je suis favorable [à un relèvement de l'âge de départ] parce que c'est l'intérêt [...] de la France [...] que notre pays travaille davantage. ». Alors que le gouvernement accorde 650 milliards d'euros d'argent public aux entreprises au titre du plan de relance et alors que les plans de licenciements s'accumulent, le gouvernement entend prendre les salariés de vitesse pour éviter la grève comme fin 2019 et début 2020. Il remet en cause le droit à la retraite parce que cela coûte aux employeurs, pas pour « sauver » le système de retraite comme il le prétend. Le Conseil d'Orientation sur les Retraites (COR) lui-même dans son rapport de juin 2021 affirme : « À l'horizon 2070, la part des dépenses de retraite serait même inférieure à celle constatée en 2019, avant crise. ».

### Diplômes nationaux : Jean-Michel Blanquer veut achever le baccalauréat, les personnels lui font face

Les conditions de passage et de correction des épreuves terminales de Philosophie, de Lettres, et du grand oral (jurys en visio, copies dématérialisées, convocations tardives ou erronées) sont inacceptables. C'est pourtant le moment choisi par Pierre Mathiot, copilote du comité de suivi de la réforme du lycée, pour enfoncer un nouveau coin contre le caractère national et la valeur du baccalauréat : « Les épreuves ponctuelles mettent en péril l'organisation du lycée. Il faut aller vers un contrôle continu intégral. » a-t-il déclaré au Sénat le 16 juin. Le ministre approuve. La crise sanitaire a bon dos pour justifier le contrôle continu. Le SNFOLC comme la FNEC FP-FO appelle à poursuivre les AG pour résister et décider, comme à Poitiers, Bordeaux, Lille, Lyon, Grenoble ou Paris.

### Suppressions de postes et de classes, licenciements des professeurs contractuels, enseignants « low-cost » et ultra précarisés, c'est la vérité des prix pour la rentrée

La suppression des 1 800 postes d'enseignants que le ministre a décidée pour septembre se concrétise dans son entièreté. Les suppressions de classes de dernière minute (pour tenter d'éviter toute contestation) se multiplient, les effectifs prévus explosent. Pour résister, les personnels tiennent les AG jusqu'au bout, s'or-

ganisent, s'adressent aux parents et discutent de la grève dès la rentrée. Dans l'académie de Versailles, 600 professeurs contractuels sont purement et simplement licenciés alors qu'« en même temps », le ministre met en place les étudiants-alternants, qui seront contractuels et devront pendant leurs études assurer également des cours pour 664 euros nets/mois au même titre que les autres professeurs. Jusqu'où le ministre ira-t-il pour baisser les coûts, supprimer les postes et précariser les personnels ?

### « Le ministre envisage d'utiliser cette situation pour faire basculer l'école dans autre chose que l'école », affirment ensemble les fédérations FNEC FP-FO, CGT-éduc' action, Sud éducation, SNALC, et parents de la FCPE le 25 juin 2021

Le Grenelle, auquel la FNEC FP-FO n'a pas participé et que la FSU et la CGT ont quitté, voudrait permettre au ministre de « parachever » la mise en application de la loi de « transformation de la fonction publique » et sa propre loi dite de la « confiance » de 2019. Pour le ministre, les personnels devraient être « mixtes » et bon à tout faire ! Pas question ! Les statuts et les missions doivent être maintenus et respectés. Tous refusent que par manque de personnels, les enseignants à temps partiel se voient imposer des heures supplémentaires années et des cours en visio avec surveillance de classes d'autres établissements par des AED. Les AESH, qui demandent un vrai statut, n'acceptent pas, avec leur salaire de misère, des missions en collectivités territoriales dans le champ jeunesse et sports, ou en service de restauration. Cette école n'est pas l'École. Le SNFOLC, est totalement partie prenante du communiqué des fédérations de l'éducation nationale avec la FCPE : « Dans le cadre du Grenelle de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer prend 12 engagements qui, en réalité, vont dans le sens d'un démantèlement sans précédent de l'école publique et laïque. [...] Nous exigeons que le ministre annule les suppressions de postes et les fermetures de classes, qu'il mette immédiatement en place les conditions d'un retour à l'école de tous les élèves, à 100% en présentiel avec la création massive de postes à la hauteur des besoins. »

Les fédérations FNEC FP-FO, CGT-éduc' action, Sud éducation, SNALC, et des parents de la FCPE s'adressent à tous : « nous appelons les parents d'élèves et les personnels à continuer de s'organiser ensemble pour porter les revendications en direction des autorités, et à mettre en discussion la question d'aller au ministère pour dire « STOP ! On n'accepte pas ! Rendez-nous les postes pour les élèves et laissez les enseignants enseigner ! ».

Le SNFOLC appelle à prendre toutes les initiatives jusqu'aux congés, à discuter et prévoir dès maintenant les actions dès la pré-rentrée. Assemblées générales, heures d'information syndicale sont dès maintenant à l'ordre du jour pour préparer sans attendre le rapport de force avec ce gouvernement.